

VIOLENCES EN GUINEE

Fermeture de la frontière avec la Guinée-Bissau

La frontière entre la Guinée et la Guinée-Bissau a été fermée mercredi au trafic de passagers et de marchandises par les autorités de Conakry, a annoncé hier à l'AFP un responsable bissau-guinéen.

"Cette attitude a diminué le flux massif des personnes fuyant ces jours-ci la Guinée", a déclaré un responsable du service de l'immigration en poste à Gabu (200 km à l'est de Bissau, proche de la frontière guinéenne) joint au téléphone par l'AFP. Les autorités de Conakry ont pris "unilatéralement" la décision de fermer leur frontière avec la



Guinée-Bissau, selon la même source. Le gouvernement bissau-guinéen a ensuite fermé la frontière pour empêcher l'entrée

de réfugiés sur le territoire. "Notre pays n'a pas les conditions adéquates d'accueil pour recevoir autant de monde qui fuit la Guinée", a déclaré à l'AFP sous couvert de l'anonymat un haut responsable du ministère bissau-guinéen de l'Intérieur. La Guinée-Bissau partage plus de 300 kilomètres de frontière avec la Guinée. Le président guinéen Lansana Conté, 72 ans, au pouvoir depuis 23 ans, a décrété lundi un état de siège suspendant de nombreuses libertés fondamentales, face à une contestation croissante qui a fait 112 morts depuis début janvier.

TCHETCHENIE

Le Kremlin confie la lutte contre les rebelles à un ex-rebelle

En misant sur Ramzan Kadyrov, à la tête de puissantes milices, la Russie fait le pari de la stabilisation en Tchétchénie mais prend un risque, le nouveau président tchétchène n'étant pas forcément aussi contrôlable qu'il y paraît. La nomination jeudi de Ramzan Kadyrov, 30 ans, ancien rebelle et personnalité controversée, au poste de président tchétchène par intérim marque une étape dans la lutte du président Vladimir Poutine contre le séparatisme en Tchétchénie. "C'est très dangereux. La guerre contre le séparatisme n'a pas été menée à son terme et la Tchétchénie s'éloigne de facto de la Russie", estime l'analyste militaire Pavel Felgenhauer. Kadyrov est le fils de l'ancien leader religieux des rebelles Akhmad Kadyrov qui avait appelé au djihad, la guerre sainte, contre les Russes pendant le premier conflit (1994-96) avant de faire allégeance à Moscou. Kadyrov père a été propulsé par le Kremlin à la tête de la Tchétchénie en 2003, avant d'être tué dans un attentat en mai 2004. Kadyrov fils, boxeur costaud aux traits épais, est alors porté sur le devant de la scène avec la béné-

diction du maître du Kremlin, Vladimir Poutine, dont il est le protégé. Il est vite devenu la figure la plus influente et la plus redoutée de la province, où la population, près d'un million d'habitants, attend la paix depuis plus d'une décennie. Il s'est efforcé de démontrer sa loyauté à la Russie, particulièrement à Vladimir Poutine. Des affiches géantes représentant Poutine décorant Ramzan de la plus haute distinction russe sont partout visibles à Grozny, capitale en ruines. Il a de son côté "récompensé" Moscou en réduisant considérablement l'activité des rebelles. Des milliers de combattants ont été forcés de rejoindre les rangs de la police officielle tchétchène ou d'unités paramilitaires. Ramzan Kadyrov s'est efforcé de gagner le soutien des Tchétchènes en apparaissant comme un dirigeant nationaliste plutôt que comme un homme politique pro-russe. Il est étroitement associé aux efforts de reconstruction de Grozny, ravagée par les bombes russes, et cultive l'image d'un homme qui partage les valeurs traditionnelles tchétchènes et musulmanes. "Il dépense pour la reconstruction

l'argent d'hommes d'affaires, de la diaspora et ses propres fonds, même s'il n'est pas bon de parler de leur origine", observe le quotidien *Vremia Novostei* d'hier. L'un des plus importants projets porte sur la construction d'une grande mosquée dans le centre de Grozny. Nombreux sont ceux à Moscou qui craignent que le Kremlin n'ait pactisé avec le diable, donnant des pouvoirs illimités à un homme dont les intérêts ont peu en commun avec ceux de la Russie. Ramzan Kadyrov a été accusé de négliger la loi russe et les droits de l'homme pour établir sa domination, alors que la loyauté des unités composées d'ex-rebelles pose question. "Presque tous les rebelles se sont retrouvés dans les soi-disant formations pro-russes qui ne sont en fait pas loyales à Moscou, mais à leurs chefs. Ce sont de grandes unités, bien armées et bien entraînées", estime Pal Felgenhauer. Grigori Chvedov, rédacteur en chef de *Kavkazski Ouzel*, site internet spécialisé dans le Caucase, considère que Ramzan Kadyrov est déterminé à renforcer son pouvoir aux dépens du gouvernement russe.

ESPAGNE PROCES

DU 11 MARS

Le troisième cerveau présumé ne répondra qu'à son avocat

Le troisième cerveau présumé des attentats de Madrid du 11 mars 2004, le Marocain Hassan el-Haski alias "Abou Hamza", a refusé hier, comme les deux autres instigateurs présumés, de répondre aux questions de l'accusation, indiquant qu'il se limiterait à répondre à son avocat. "Je ne vais répondre qu'à mon avocat défenseur", a déclaré au début de sa comparution au deuxième jour du procès Hassan el-Haski, vêtu d'un pull et d'un pantalon noirs, assis au milieu de la salle d'audience face au président du tribunal Javier Gomez Bermudez. Il a adopté la même conduite que les deux autres cerveaux présumés des attentats, l'Egyptien Rabei Ousmane Sayed Ahmed, alias "Mohammed l'Egyptien" et le Marocain Youssef Belhadji, dit "l'Afghan" qui figurent parmi les 29 auteurs ou complices présumés des attentats. "Mohammed l'Egyptien" et Youssef Belhadji, entendus respectivement jeudi et hier matin, n'ont également répondu qu'à leurs avocats. Ils ont nié toute participation aux attentats, la pire tragédie terroriste vécue par l'Espagne, qu'ils ont condamnés dans des termes similaires. Le 11 mars 2004, vers 07H40, dix bombes avaient explosé dans quatre trains de banlieue bondés transportant des employés de bureau, des ouvriers et des étudiants vers la gare madrilène d'Atocha, tuant 191 personnes et en blessant 1.824 autres. Selon l'accusation, les auteurs avaient voulu punir l'Espagne pour son intervention militaire en Irak, décidée par le gouvernement conservateur de José Maria Aznar. Les sept principaux accusés encourrent à eux seuls une peine théorique cumulée record de 270.600 ans de prison. Dans la pratique, la réclusion est limitée à 40 ans en Espagne.

Omar el-Béchr campe sur son refus de Casques bleus au Darfour

Le président soudanais Omar el-Béchr, soumis à une forte pression internationale, a réaffirmé hier à Cannes (sud) son refus d'un déploiement de Casques bleus pour tenter de mettre fin à la tragédie du Darfour (ouest du Soudan), déchiré par la guerre civile.

Omar el-Béchr avait accepté jeudi soir, à l'issue d'une réunion en marge du sommet Afrique-France, de signer avec ses homologues Idriss Deby Itno (Tchad) et François Bozizé (Centrafrique), un accord les engageant à ne pas soutenir de rébellions à partir de leurs territoires respectifs.

Mais, dès hier matin, il s'est employé à rejeter toutes les demandes de la communauté internationale, alors que le président français Jacques Chirac l'avait appelé la veille à "accepter le déploiement d'une force de paix" au Darfour, où une guerre civile a fait 200.000 morts et 2,5 millions de déplacés. "Concernant les forces des Nations-Unies au Darfour, nous avons déjà dit



non et ce sera valable aussi pour les frontières, mais nous acceptons la présence de forces africaines pour contrôler les frontières avec le Tchad et la RCA", a dit le président soudanais.

"Aux termes de l'accord d'Abuja (2006), il est clair que le maintien de la paix appartient aux troupes de l'Union africaine" et "le rôle

des Nations-Unies est le soutien logistique, financier et technique", a-t-il dit. Les autorités soudanaises ont accepté fin décembre que l'ONU apporte une aide technique et matérielle à la Mission de paix de l'UA au Darfour, mal équipée et sous-financée.

Mais elles refusent le déploiement de plus de

2.300 Casques bleus, qui doit ouvrir la voie à l'arrivée d'une force conjointe ONU-UA dont les effectifs pourraient atteindre 20.000 hommes. Le chef de l'Etat soudanais s'est montré tout aussi intraitable sur le refus du Soudan de délivrer des visas à une mission onusienne sur les droits de l'homme au Darfour, accu-

sant des membres de cette délégation de n'être pas "impartiaux".

"C'est difficile de dire qu'ils seront honnêtes et vont refléter la réalité", a-t-il dit. "Ils ont un parti-pris. Ce n'est pas possible de leur permettre de venir". Le secrétaire général des Nations-Unies, Ban Ki-moon, a appelé "de nouveau le gouvernement soudanais à coopérer pleinement".

Le Conseil des droits de l'homme a annoncé que les membres de sa mission avaient décidé d'enquêter "en dehors" du Soudan. Face à cette intransigeance, les Tchadiens étaient "sans illusions" quant à l'efficacité de l'accord signé la veille avec les Soudanais.

"On ne pouvait rien refuser à Paris, mais on a signé sans illusions", a dit le ministre tchadien des Affaires étrangères, Ahmat Allam-Mi, en soulignant que de précédents accords n'avaient pas été respectés.

Le président tchadien a quitté Cannes dès jeudi soir.

Le chef de la diplomatie tchadienne a précisé qu'il n'avait pas claqué la porte".

Le président Chirac a salué hier l'accord entre Khartoum, N'Djamena et Bangui en appelant toutes les parties à "arrêter le soutien aux mouvements armés, dont on ne peut attendre que des drames" et à mettre "un terme à une catastrophe humanitaire qui déstabilise toute la région". Pour la France, le seul fait que ces chefs d'Etat aient accepté de se parler constitue une avancée, même si leurs dernières rencontres n'ont guère permis de trouver des solutions.

La situation au Darfour ne cesse de se dégrader, menaçant de déstabiliser toute la sous-région. Les attaques de groupes armés contre les civils se sont "intensifiées" ces dernières semaines dans l'est du Tchad et risquent de dégrader en un "conflit majeur" à l'instar de celui du Darfour, a averti Oxfam, rejoignant les mises en garde d'autres ONG.